COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 29 octobre au 04 novembre 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Programme MASE 3

- PHOTOS - 7 pays de l'Océan indien participent à un exercice conjoint à Diego Suarez
- Éprouver la coordination pour des actions conjointes efficaces en mer
-Sécurité maritime : Éprouver la coordination pour des actions conjointes efficaces en mer
-Coopération régionale : Huit pays de l'Océan Indien effectuent leur premier exercice coordonné de sécurité maritime
-

II. Centres d'intérêts

1.1 Changements climatiques 17

- Fin de la Coy15 Comores I Un manifeste adopté à Moroni par des jeunes de l'Océan indien

1.2 Agriculture 19

- Secteur agricole : Il est plus que temps de passer à un autre écran

1.3 Pêche.....20

-Produits halieutiques-Intoxication : quelques espèces interdites de pêche

28 octobre 2019

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2019/10/28/PHOTOS-7-pays-de-lOcean-indien-participent-

PHOTOS - 7 pays de l'Océan indien participent à un exercice conjoint à Diego Suarez

- 
- 
- *Photos : MASE POLMAR*
- *L'équipage du Dornier*
- 

- *Le Dornier, appartenant à la république de Maurice, en action lors du POLMAR*
- *Les pilotes de l'avion Le Dornier*

- 

Le bateau de la marine malgache a aussi participé à l'exercice

- 

Les deux bateaux malgaches en action

Du 16 au 20 octobre dernier, à Diego Suarez, 7 pays de la zone océan indien ont participé à un exercice dans le cadre du programme MASE contre l'insécurité maritime.

La Commission de l'océan indien, à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, organisait il y a quelques jours le tout premier exercice MASE POLMAR 2019, à Diego Suarez, Madagascar.

70 personnes ont pris part à cet exercice d'ampleur régionale, inédit, rassemblant des représentants des pays signataires des accords MASE, soit les Comores, Djibouti, la France à travers La Réunion, le Kenya, Madagascar, Maurice, Les Seychelles. La Somalie elle, était présente en tant qu'observateur. Il a également mobilisé les officiers de liaison internationaux et des watchstanders du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) et un représentant des Forces navales européennes EUNAVFOR.

Cet exercice, basé sur un scénario de lutte contre une pollution marine accidentelle par des hydrocarbures, comportait simultanément un volet "Etat-major" et un volet "terrain", réalisé avec le concours de la Marine national malgache et des gardes-côtes mauriciens.

Il s'agissait là du tout premier exercice de simulation de toute une série autour de l'insécurité maritime, visant à vérifier la coordination et l'interopérabilité entre les Centre nationaux, le CRFIM et le CRCO.

"Nous sommes à une phase décisive dans la mise en place d'un système unique à la pointe de la technologie, conçu par la COI avec le support financier de l'UE pour la surveillance et le contrôle de l'océan Indien occidentale. Ceci nous permettra de lutter efficacement contre les différents crimes maritimes dont nous subissons fortement les conséquences et aussi promouvoir le développement durable de l'économie bleue" a souligné Raj Mohabeer, chargé de mission de la COI, coordonateur de ce volet.

29 octobre 2019

http://www.maurice-info.mu/2019-10-29-eprouver-la-coordination-pour-des-actions-conjointes-

Éprouver la coordination pour des actions conjointes efficaces en mer



Commission de l'océan IndienDiego SuarezEUNAVFORmadagascarMASE POLMAROrgane de lutte contre l'Evènement de pollution marineRaj Mohabeer

La Commission de l'océan Indien, à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable représenté par l'Organe de lutte contre l'Evènement de pollution marine (O.L.E.P) a organisé le premier exercice MASE POLMAR 2019 à Diego Suarez, Madagascar du 16 au 20 octobre 2019. Ils étaient plus de soixante-dix à participer à cet exercice régional d'envergure et inédit qui a regroupé les représentants des pays signataires des accords MASE : Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles la Somalie en tant qu'observateur, les officiers de liaison internationaux et des watchstanders du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) et un représentant des Forces Navales européennes – EUNAVFOR.

Basé sur un scénario de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure, l'exercice MASE POLMAR 2019 marque le début d'une série d'exercices de simulation sur d'autres thématiques liées à l'insécurité maritime. Il vise à éprouver la coordination et l'interopérabilité entre les Centres nationaux, le CRFIM (Centre régional de fusion d'informations maritimes) et le CRCO (Centre régional de coordination des opérations en mer) qui sont au coeur du mécanisme régional de sécurité maritime mis en place par la COI dans le cadre des résultats 4 et 5 du programme MASE.

Comportant simultanément un volet « Etat-Major » et un volet « terrain », l'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale Malagasy et de la Garde-Côte mauricienne.

Ainsi, cette phase d'entraînement et d'exercice est une étape clé dans la montée en puissance des deux centres régionaux et la consolidation de l'architecture régionale de sécurité maritime. Elle a permis aux différentes parties prenantes d'échanger non seulement sur les étapes d'opérations pour promouvoir de réelles synergies, mais surtout de répertorier les nombreuses difficultés de terrain qui peuvent être un frein à une coopération régionale efficace.

Selon Raj Mohabeer, coordonnateur de ce volet, « Nous sommes à une phase décisive dans la mise en place d'un système unique à la pointe de la technologie, conçu par la COI avec le support financier de l'UE pour la surveillance et le contrôle de l'océan Indien occidentale. Ceci nous permettra de lutter efficacement contre les différents crimes maritimes dont nous subissons fortement les conséquences et aussi promouvoir le développement durable de l'économie bleue » a fait ressortir le chargé de mission de la COI.

29 octobre 2019

http://www.mauriceactu.mu/2019/10/29/securite-maritime-eprouver-la-

Sécurité maritime : Éprouver la coordination pour des actions conjointes efficaces en mer







La Commission de l'océan Indien (COI), à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable représenté par l'Organe de lutte contre l'Evènement de pollution marine (O.L.E.P) a organisé le premier exercice MASE POLMAR 2019 à Diego Suarez, Madagascar du 16 au 20 octobre 2019.

Ils étaient plus de soixante-dix à participer à cet exercice régional d'envergure et inédit qui a regroupé les représentants des pays signataires des accords MASE : Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles la Somalie en tant qu'observateur, les officiers de liaison internationaux et des watchstanders du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) et un représentant des Forces Navales européennes – EUNAVFOR.

Basé sur un scénario de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure, l'exercice MASE POLMAR 2019 marque le début d'une série d'exercices de simulation sur d'autres thématiques liées à l'insécurité maritime. Il vise à éprouver la coordination et l'interopérabilité entre les Centres nationaux, le CRFIM (Centre régional de fusion d'informations maritimes) et le CRCO (Centre régional de coordination des opérations en mer) qui sont au cœur du mécanisme régional de sécurité maritime mis en place par la COI dans le cadre des résultats 4 et 5 du programme MASE.

Comportant simultanément un volet « Etat-Major » et un volet « terrain », l'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale Malagasy et de la Garde-Côte mauricienne

Ainsi, cette phase d'entraînement et d'exercice est une étape clé dans la montée en puissance des deux centres régionaux et la consolidation de l'architecture régionale de sécurité maritime. Elle a permis aux différentes parties prenantes d'échanger non seulement sur les étapes d'opérations pour promouvoir de réelles synergies, mais surtout de répertorier les nombreuses difficultés de terrain qui peuvent être un frein à une coopération régionale efficace. Selon Raj Mohabeer, coordonnateur de ce volet, *« Nous sommes à une phase décisive dans la mise en place d'un système unique à la pointe de la technologie, conçu par la COI avec le support financier de l'UE pour la surveillance et le contrôle de l'océan Indien occidentale. Ceci nous permettra de lutter efficacement contre les différents crimes maritimes dont nous subissons fortement les conséquences et aussi promouvoir le développement durable de l'économie bleue »,* a fait ressortir le chargé de mission de la COI.

Satisfait du déroulement de l'exercice, le Chargé d'affaires de la Délégation de l'Union européenne à Madagascar, Serguisz Wolski a souligné les efforts

effectués par les pays signataires dans la mise en œuvre des accords MASE avec le déploiement des Officiers de liaison internationaux. Selon lui, *« la coopération régionale est indispensable car une nation seule ne peut contrer les divers crimes et menaces maritimes. De même, la nécessité d'une coopération internationale sur les questions maritimes devrait être renforcée. Le soutien de l'UE aujourd'hui va au-delà de l'appui financier du programme MASE. Elle collabore également à travers l'EUNAVFOR – ATALANTA pour renforcer les capacités techniques régionales et développer une collaboration internationale autour des défis liés à la sécurité maritime. »*

Une première réunion des chefs d'Etat Major des pays signataires des accords MASE

Une réunion spéciale réunissant les chefs d'Etat majors ou leurs représentants, des pays signataires des accords MASE s'est tenu le dimanche 20 octobre 2019 à Diego Suarez dos à dos de l'Exercice MASE POLMAR 2019. Les représentants de l'UE, de la COI et la Somalie (en tant que pays observateur) ont également participé à cette première rencontre. Coprésidé par le représentant de Madagascar, de l'UE et la COI, cette réunion avait pour objectif, d'une part, de faire le point sur les avancées concernant la concrétisation des accords régionaux, le déploiement des officiers de liaison internationaux et les retombées de l'exercice. Et d'autre part, amener à une réflexion commune sur le processus et la facilitation du déploiement des moyens dans le cadre d'une mission régionale que ce soit au niveau logistique et/ou des nombreuses autorisations nécessaires pour mener à bien une opération conjointe en mer.

Sécurité maritime : Éprouver la coordination pour des actions conjointes efficaces en mer

La Commission de l'océan Indien, à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable représenté par l'Organe de lutte contre l'Evènement de pollution marine (O.L.E.P) a organisé le premier exercice MASE POLMAR 2019 à Diego Suarez, Madagascar du 16 au 20 octobre 2019.

Ils étaient plus de soixante-dix à participer à cet exercice régional d'envergure et inédit qui a regroupé les représentants des pays signataires des accords MASE : Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles la Somalie en tant qu'observateur, les officiers de liaison internationaux et des watchstanders du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) et un représentant des Forces Navales européennes –EUNAVFOR.

Basé sur un scénario de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure, l'exercice MASE POLMAR 2019 marque le début d'une série d'exercices de simulation sur d'autres thématiques liées à l'insécurité maritime. Il vise à éprouver la coordination et l'interopérabilité entre les Centres nationaux, le CRFIM (Centre régional de fusion d'informations maritimes) et le CRCO (Centre régional de coordination des opérations en mer) qui sont au coeur du mécanisme régional de sécurité maritime mis en place par la COI dans le cadre des résultats 4 et 5 du programme MASE.

Comportant simultanément un volet « Etat-Major » et un volet « terrain », l'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale Malagasy et de la Garde-Côte mauricienne Ainsi, cette phase d'entraînement et d'exercice est une étape clé dans la montée en puissance des deux centres régionaux et la consolidation de l'architecture régionale de sécurité maritime. Elle a permis aux différentes parties prenantes d'échanger non seulement sur les étapes d'opérations pour promouvoir de réelles synergies, mais surtout de répertorier les nombreuses difficultés de terrain qui peuvent être un frein à une coopération régionale efficace. Selon Raj Mohabeer, coordonnateur de ce volet, « Nous sommes à une phase décisive dans la mise en place d'un système unique à la pointe de la technologie, conçu par la COI avec le support financier de l'UE pour la surveillance et le contrôle de l'océan Indien occidentale. Ceci nous permettra de lutter efficacement contre les différents crimes maritimes dont

nous subissons fortement les conséquences et aussi promouvoir le développement durable de l'économie bleue » a fait ressortir le chargé de mission de la COI.

Satisfait du déroulement de l'exercice, le Chargé d'affaires de la Délégation de l'Union européenne à Madagascar, Serguisz Wolski a souligné les efforts effectués par les pays signataires dans la mise en oeuvre des accords MASE avec le déploiement des Officiers de liaison internationaux. Selon lui, « la coopération régionale est indispensable car une nation seule ne peut contrer les divers crimes et menaces maritimes. De même, la nécessité d'une coopération internationale sur les questions maritimes devrait être renforcée. Le soutien de l'UE aujourd'hui va au-delà de l'appui financier du programme MASE. Elle collabore également à travers l'EUNAVFOR – ATALANTA pour renforcer les capacités techniques régionales et développer une collaboration internationale autour des défis liés à la sécurité maritime ».

Une première réunion des chefs d'Etat Major des pays signataires des accords MASE

Une réunion spéciale réunissant les chefs d'Etat majors ou leurs représentants, des pays signataires des accords MASE s'est tenu le dimanche 20 octobre 2019 à Diego Suarez dos à dos de l'Exercice MASE POLMAR 2019. Les représentants de l'UE, de la COI et la Somalie (en tant que pays observateur) ont également participé à cette première rencontre. Coprésidé par le représentant de Madagascar, de l'UE et la COI, cette réunion avait pour objectif, d'une part, de faire le point sur les avancées concernant la concrétisation des accords régionaux, le déploiement des officiers de liaison internationaux et les retombées de l'exercice. Et d'autre part, amener à une réflexion commune sur le processus et la facilitation du déploiement des moyens dans le cadre d'une mission régionale que ce soit au niveau logistique et/ou des nombreuses autorisations nécessaires pour mener à bien une opération conjointe en mer.

Plus d'infos

- https://www.webmauritius.com/article/mauriceactu/S%C3%A9curit%C3%A9+maritime+%3A+%C3%89prouver+la+coordination+pour+des+actions+conjointes+efficaces+en+mer/1407021
- http://ile-maurice.niooz.fr/eprouver-la-coordination-pour-des-actions-conjointes-efficaces-en-mer-33481153.shtml
- https://eeas.europa.eu/delegations/mauritius/69540/maritime-security-testing-coordination-effective-joint-actions-sea_en
- https://www.memento.fr/article_28-10-2019-securite-maritime-eprouver-la-coordination-pour-des-actions-conjointes-efficaces-en-mer
- http://www.fagers.fr/2019/10/30/mase-polmar-2019/
- https://www.newsmada.com/2019/10/31/afrika-atsinanana-sy-coi-tsy-ampy-fiarovana-ny-fari-dranomasina/ (malgache)

Vidéo

- https://www.youtube.com/watch?time_continue=38&v=wABe9EobNrk

http://outremers360.com/culture/cooperation-regionale-huit-pays-de-locean-

Coopération régionale : Huit pays de l'Océan Indien effectuent leur premier exercice coordonné de sécurité maritime



La Commission de l'océan Indien (COI), à travers le programme MASE financé par l'Union européenne, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable représenté par l'Organe de lutte contre l'Évènement de pollution marine (O.L.E.P) a organisé le premier exercice MASE POLMAR 2019 à Diego Suarez, Madagascar du 16 au 20 octobre 2019.

Ils étaient plus de soixante-dix à participer à cet exercice régional d'envergure et inédit qui a regroupé les représentants des pays signataires des accords MASE : Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles, la Somalie en tant qu'observateur, les officiers de liaison internationaux et des watchstanders du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), le Centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) et un représentant des Forces Navales européennes – EUNAVFOR.

Basé sur un scénario de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure, l'exercice MASE POLMAR 2019 marque le début d'une série d'exercices de simulation sur d'autres thématiques liées à l'insécurité maritime. Il vise à éprouver la coordination et l'interopérabilité entre les Centres nationaux, le CRFIM (Centre régional de fusion d'informations maritimes) et le CRCO (Centre régional de coordination des opérations en mer) qui sont au cœur du mécanisme régional de sécurité maritime mis en place par la COI dans le cadre des résultats 4 et 5 du programme MASE.



Comportant simultanément un volet « État-Major » et un volet « terrain », l'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale Malagasy et de la Garde-Côte mauricienne.

Ainsi, cette phase d'entraînement et d'exercice est une étape clé dans la montée en puissance des deux centres régionaux et la consolidation de l'architecture régionale de sécurité maritime. Elle a permis aux différentes parties prenantes d'échanger non seulement sur les étapes d'opérations pour promouvoir de réelles synergies, mais surtout de répertorier les nombreuses difficultés de terrain qui peuvent être un frein à une coopération régionale efficace. Selon Raj Mohabeer, coordonnateur de ce volet, « *nous sommes à une phase décisive dans la mise en place d'un système unique à la pointe de la technologie, conçu par la COI avec le support financier de l'UE pour la surveillance et le contrôle de l'océan Indien occidentale. Ceci nous permettra de lutter efficacement contre les différents crimes maritimes dont nous subissons fortement les conséquences et aussi promouvoir le développement durable de l'économie bleue* » a fait ressortir le chargé de mission de la COI.

Satisfait du déroulement de l'exercice, le Chargé d'affaires de la Délégation de l'Union européenne à Madagascar, Serguisz Wolski a souligné les efforts effectués par les pays signataires dans la mise en œuvre des accords MASE avec le déploiement des Officiers de liaison internationaux. Selon lui, « *la coopération régionale est indispensable car une nation seule ne peut contrer les divers crimes et menaces maritimes. De même, la nécessité d'une coopération internationale sur les questions maritimes devrait être renforcée. Le soutien de l'UE aujourd'hui va au-delà de l'appui financier du programme MASE. Elle collabore également à travers l'EUNAVFOR – ATALANTA pour renforcer les capacités techniques régionales et développer une collaboration internationale autour des défis liés à la sécurité maritime* ».

Une première réunion des chefs d'État-Major des pays signataires des accords MASE

Une réunion spéciale réunissant les chefs d'État-Major ou leurs représentants, des pays signataires des accords MASE s'est tenu le dimanche 20 octobre 2019 à Diego Suarez dos à dos de l'Exercice MASE

POLMAR 2019. Les représentants de l'UE, de la COI et la Somalie (en tant que pays observateur) ont également participé à cette première rencontre. Co-présidé par le représentant de Madagascar, de l'UE et la COI, cette réunion avait pour objectif, d'une part, de faire le point sur les avancées concernant la concrétisation des accords régionaux, le déploiement des officiers de liaison internationaux et les retombées de l'exercice. Et d'autre part, amener à une réflexion commune sur le processus et la facilitation du déploiement des moyens dans le cadre d'une mission régionale que ce soit au niveau logistique et/ou des nombreuses autorisations nécessaires pour mener à bien une opération conjointe en mer.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

01 novembre 2019

https://alwatwan.net/societe/fin-de-la-coy15-comores-i-un-manifeste-

Fin de la Coy15 Comores I Un manifeste adopté à Moroni par des jeunes de l'Océan indien

Nazir Nazi



Les jeunes de la région demandent des engagements forts de la part des décideurs politiques de la zone en faveur des programmes de lutte contre les changements climatiques. Les délégués ont eu à présenter le premier draft dressé après les échanges et débats de cette conférence des jeunes.

Un manifeste a été adopté hier à Moroni par des jeunes de l'Océan indien réunis à Moroni pour la Coy 15 Comores qui a baissé les rideaux après trois jours de débats, d'échanges et de partage d'expérience en matière de politiques de lutte contre les changement climatique.
En prélude à la conférence mondiale de la jeunesse sur le climat (Coy15) qui se tiendra dans le pays hôte de la Cop25, à déterminer après le désistement du Chili, la Coy15 Comores a permis aux participants de mesurer les défis immenses à relever pour protéger la nature contre les effets dévastateurs dus aux dérèglements du climat. L'événement a duré trois jours. Les jeunes de l'Océan indienne ont renouvelé leurs engagements au profit de la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques.

Capitalisation des échanges

Durant la cérémonie de fermeture de ce grand rendez-vous régional, les délégués ont eu à présenter le premier draft dressé après les échanges et débats de cette conférence des jeunes. Ils ont rappelé les objectifs des organisateurs de la Coy15 tout en exposant son déroulement et les

conclusions. Ces jeunes ont également insisté sur «les handicaps» qui bloquent les jeunes à mieux s'impliquer davantage dans la lutte contre le changement climatique. «Comment concilier développement et changement climatique ?», telle a été une des problématiques soulevées tout au long de ces trois jours d'échanges.



Dans son intervention à l'occasion de la cérémonie de fermeture, Ali Mouigni Ahmed, un des principaux organisateurs de cette conférence des jeunes, a montré que la Coy15 Comores avait réuni plusieurs générations et une assez grande diversité de profils, des institutions, entreprises et organisations de la société civile. «A l'issue de la conférence, un manifeste des jeunes est produit et pris en compte par les gouvernements dans leurs prises d'engagement lors de la Cop25. Le leadership de la jeunesse comorienne et de l'Océan indien sur le climat est réaffirmé», s'est-il exprimé.
Selon Ali Mouigni Ahmed, les échanges sont capitalisés pour appuyer un plaidoyer formulé auprès des autorités, des partenaires techniques et financiers lesquels vont faciliter la mise en place des solutions locales dégagées par les jeunes. «Un représentant de la jeunesse comorienne est intégré au sein de la délégation nationale des négociateurs pour participer à la Cop25», a-t-il annoncé.

La Gazette de la Grande Ile
www.lagazette-madagascar.com La vérité imprimée

31 octobre 2019

http://www.lagazette-dgi.com/?p=35442

Secteur agricole : Il est plus que temps de passer à un autre écran

L'agriculture tient une place importante dans l'économie de Madagascar vu qu'il emploie plus de 80% de la population malgache. En effet, le secteur agricole est non négligeable dans la Grande Ile d'autant plus que le pays a la réputation d'être un pays à vocation agricole, pourtant il peine à subvenir à ses besoins internes en termes de consommation. Il n'y a rien d'étonnant à cela vu que la pratique agricole qui prévaut dans le pays est dépassée depuis fort bien longtemps. Cela n'est pourtant pas adéquat surtout avec le phénomène du réchauffement climatique qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Autrefois, la croissance de la production agricole est souvent liée à l'extension des superficies exploitées. De nos jours, il est possible d'accroître la production grâce aux progrès que procure la science. Seulement, cela est peu exploité dans la Grande Ile vu que les agriculteurs du pays sont restés figer dans l'ancien en termes de pratique agricole. Il est plus que temps de passer à un autre écran et former les agriculteurs pour qu'ils puissent s'adapter au temps. Et oui, tant les agriculteurs et le mode de culture doit s'accorder avec l'évolution. Dans les pays développés, la transition s'est déjà effectuée depuis fort bien longtemps ce qui n'est pas le cas des pays pauvres comme Madagascar qui a du mal à suivre la cadence surtout avec des dirigeants qui manquent cruellement de vision. Des foires, symposiums et autres se tiennent dans le but d'améliorer de secteur agricole dans le pays, mais le problème est que la majorité des paysans concernés par la situation ne vont pas dans ces endroits. Il est plus que clair que le message ne passe pas.

Jean Riana

02 novembre 2019

https://www.newsmada.com/2019/11/02/produits-halieutiques-intoxication-quelques-especes-

Produits halieutiques-Intoxication : quelques espèces interdites de pêche

Par Les Nouvelles sur 02/11/2019



En cette saison chaude, propice aux intoxications, le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) a publié récemment les arrêtés interdisant la pêche, le transport, la vente des espèces à risque toxique à partir du 1er novembre jusqu'en avril.

En effet, des cas d'intoxication dus à la consommation de produits halieutiques ont été déjà enregistrés dans les régions côtières en octobre. Le 24 octobre à Marofototra (commune de Vatomandry), 10 cas d'intoxication collective ont été constatés, après une consommation de requin, Aucun mort n'a toutefois été déploré.

Les Intoxications de l'homme liées à la consommation d'animaux marins (Icam) sont dues à des toxines présentes dans la peau, la chair et les viscères des poissons. « Les syndromes les plus fréquents sont la ciguatera liée à la production de ciguatoxines par le dinoflagellé Gambierdiscus toxicus, le scombrotoxisme, le clupèotoxisme principalement après ingestion de sardinelles, le carchatoxisme par la chair de grands requins et le chélonitoxisme par la chair de tortues marines. Enfin, certaines intoxications sont en rapport avec des toxines d'algues marines ingérées par les poissons ou avec des coquillages bivalves filtreurs réalisant le mytilisme », selon les explications du Maep.

Par ailleurs, Les gros poissons appartenant aux familles des Carangidés (carangue ou lanora ou batola), des Cyblidés (lamatra), des Sphyrénidés (barracuda ou aloalo ou jano) et des Thonidés (thons) destinés à la commercialisation et à la consommation humaine doivent être également soumis à une inspection sanitaire et doivent être éviscérés et étêtés avant leur commercialisation et leur consommation.

Riana R.